



COMMUNE DE PLEUMARTIN
Arrondissement de Châtelleraut

N° 2025-46

Portant sur l'interdiction du stationnement des gens du voyage en dehors des aires d'accueil aménagées

Le Maire de la Commune de PLEUMARTIN (Vienne)

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2131-1 à L. 2131-3 et L. 2211-1 et suivants ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles R. 443-1 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière notamment l'article L. 116-1 relatif à l'occupation irrégulière du domaine public ;

VU le Code Pénal, notamment ses articles 322-4-1 et 322-15-1 ;

VU la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

VU la loi n°2018-957 du 7 novembre 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et la lutte contre les installations illicites ;

VU l'arrêté conjoint n°2020/DDCS/PECAD/73 n°2020-A-DGAS-DAS-PLIS-0002 du 31 juillet 2020 portant approbation du schéma départemental d'accueil, d'habitat et d'insertion des gens du voyage pour la période 2019-2025 ;

VU les délibérations du Conseil Communautaire de Grand Châtelleraut relatives à l'accueil des gens du voyage, notamment les aires d'accueil :

- Pont de Mollé à Châtelleraut
- 25 avenue de Kaya à Châtelleraut
- Les Champs des gros Chilloux à Naintré
- Les Essarts du Calais à Lenclôtre
- Les Terrasses à Scorbé-Clairvaux
- Sous Vaiton à Saint-Genest-d'Ambière
- Les Cerisiers Noirs à La Roche-Posay ;

Considérant que la commune de PLEUMARTIN est membre de la communauté d'agglomération Grand Châtelleraut compétente en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

Arrête

Article 1^{er}

Le stationnement des résidences mobiles des gens du voyage est interdit sur l'ensemble du territoire de la commune de PLEUMARTIN.

AR Prefecture

086-218601938-20250515-202546-AR
Reçu le 16/05/2025

EXTRAIT
DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Article 2

Toute occupation irrégulière du domaine public ou privé, pourra, à la demande du maire de la commune, fondée sur les troubles à la salubrité, la sécurité ou la tranquillité publique, faire l'objet d'une procédure administrative de mise en demeure de quitter les lieux des résidences mobiles et pourra également donner lieu à des poursuites judiciaires en application de l'article 322-4-1 du Code Pénal.

Article 3

Le présent arrêté qui prend effet à compter de sa publication est affiché en mairie ainsi que sur le site internet de la commune.

Article 4

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 5

Ampliations du présent arrêté seront transmises à Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Châtelleraut, Monsieur le Préfet de la Vienne, Monsieur le Procureur de la République auprès du Tribunal Judiciaire de Poitiers, Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Vienne, Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Grand Châtelleraut.

Fait à Pleumartin, le 15 mai 2025

*Le Maire,
Éric BAILLY.*



AR Prefecture

086-218601938-20250515-202546-AR
Reçu le 16/05/2025